

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 08/12/25

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**PICOTY**

6 RUE BETHENCOURT  
17000 La Rochelle

Références : 0007201452/2025-602

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2025 dans l'établissement PICOTY implanté 6 RUE BETHENCOURT 17000 La Rochelle. L'inspection a été annoncée le 03/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit notamment dans le contexte de l'action nationale 2025 relative aux premiers prélèvements environnementaux.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PICOTY
- 6 RUE BETHENCOURT 17000 La Rochelle
- Code AIOT : 0007201452
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement PICOTY est un site classé SEVESO seuil haut spécialisé dans le stockage et la

distribution de carburants.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Action nationale 2025 Prélèvements environnementaux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie – mesure de maîtrise des risques	Autre du 21/09/2021	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	
2	Modifications des conditions d'exploitation	Autre du 21/09/2021	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	test d'un déploiement d'un scénario POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Rétention du poste de chargement camions	Arrêté Préfectoral du 02/10/2018, article 8.1.2.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Suivi des déchets dangereux - registre	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
8	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 02/10/2018, article 9.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
9	Autosurveillance de la qualité des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 02/10/2018, article 9.2.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
15	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	
16	Stratégie de	Arrêté Ministériel du	/	Demande d'action	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	prélèvement	26/05/2014, article 5		corrective	
18	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	/	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Liste des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 02/10/2018, article 7.8.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Rapport de visite de l'assureur	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
10	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
11	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
12	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
13	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	/	Sans objet
14	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
17	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 5		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, l'inspection a constaté la récurrence du dépassement des valeurs limites d'émission de plusieurs paramètres sur plusieurs points de rejet dans l'eau. Une mise en demeure est proposée à M. le Préfet.

L'exploitant doit continuer la surveillance de la verticalité et du tassement de la réserve d'eau n°103 et s'assurer que l'exploitation de la réserve d'eau est possible jusqu'à la réalisation des travaux dont il doit confirmer la date.

Il doit également se positionner sur le numéro de SIRET du dépôt devant être utilisé pour la déclaration Trackdéchets

Concernant les eaux souterraines, il doit procéder à l'écrouissage du surnageant dans les piézomètres PzH et PzF et poursuivre la surveillance.

L'action nationale relative aux premiers prélèvements environnementaux a également été déroulée sur le site. L'exploitant doit indiquer les raisons pour lesquelles les substances ne sont pas recherchées dans les milieux autres que l'air.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie – Réserve d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 21/09/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie – suivi des réserves d'eau
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 04/12/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Constats émis lors de l'inspection du 4 décembre 2024 : Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré que la réserve d'eau est de nouveau remplie à son niveau maximal (vu sur site : 9,90 m de hauteur d'eau) et ceci depuis le mois de février qui correspond à la réception du rapport Scopéo sur la résistance de la première virole. Ce rapport de contrôle de la première virole de la réserve d'eau daté du 5 février 2024 conclut que « les contraintes de cisaillement et de compression en virole 1 du réservoir 103 calculées suivant l'EEMUA 159 (paragraphe 6.5) sont inférieures aux contraintes admissibles ». L'inspecteur a vérifié que les calculs prenaient bien en considération un bac plein d'eau.</p> <p>Par courrier du 18 décembre 2023, l'exploitant a transmis le rapport relatif à la verticalité et au tassement de la réserve d'eau n°103 (contrôles réalisés le 6 décembre 2023).</p> <p>La dernière page du rapport fait état d'un tableau de synthèse des trois derniers contrôles. Les</p>

mesures de verticalité font apparaître que le réservoir continue à pencher au fil des mois (en avril 2022 : 221 mm, octobre 2022 : 250 mm et décembre 2023 : 254 mm pour une tolérance admissible de 108 mm).

L'exploitant a indiqué que de nouvelles mesures de la verticalité et du tassement devaient être réalisées au mois de décembre.

Lors de la visite de l'année dernière, il avait été demandé à l'exploitant de s'assurer de l'intégrité de la liaison robe-fond. Ceci n'a pas été réalisé.

1 → L'exploitant s'assure de l'intégrité robe-fond de la réserve d'eau n°103.

2 → Il transmet le rapport 2024 des mesures de la verticalité et du tassement de la réserve d'eau.

3 → Il s'assure de la résistance de la première virole de la réserve d'eau.

Comme échangé lors de l'inspection, le suivi de la réserve d'eau doit être à minima annuel sur les paramètres suivants : intégrité robe/fond, verticalité, tassement, résistance de la première virole.

#### **Constats :**

1. Par courriel du 17 octobre 2025, l'exploitant a transmis le procès-verbal du contrôle de liaison robe-fond réalisé le 6 janvier 2025 par la méthode ACFM. Le contrôle de la liaison robe-fond s'avère conforme.

2. Par courrier du 10 janvier 2025, l'exploitant a transmis le rapport du 12 décembre 2024 de la société Scopeo relatif aux mesures de verticalité, rotondité et tassement.

La verticalité mesurée est de 235 mm pour une tolérance admissible de 108 mm. La valeur mesurée en 2024 est inférieure à celle de 2023 (254 mm). Cette différence de mesure pourrait être attribuée au niveau de remplissage du bac.

3. L'exploitant ne dispose pas du contrôle annuel réalisé en 2025 de vérification de la résistance de la première virole. Il indique que l'organisme de contrôle est venu sur le site en août 2025 mais n'a pas encore transmis les données relatives à la résistance de la première virole.

Par ailleurs, en amont de la visite et sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport du 27 août 2025 de la société Scopeo relatif aux mesures de verticalité, rotondité et tassement.

La verticalité mesurée est de 258 mm (niveau de remplissage 7,5 m) : la réserve d'eau continue de pencher. L'exploitant doit déterminer quelle est la verticalité maximale admissible avant rupture. Il a indiqué que des travaux de reprise des fondations pourraient avoir lieu en 2027.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

1 → L'exploitant transmet le calcul établi en août 2025 de la résistance de la première virole de la réserve d'eau.

2 → L'exploitant doit justifier que l'exploitation de la réserve d'eau est possible jusqu'à la réalisation des travaux dont il confirme la date.

3 → Afin de pouvoir comparer les différentes mesures annuelles réalisées sur la réserve d'eau, l'exploitant s'assure que celles-ci sont effectuées à un niveau de remplissage identique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : Modifications des conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 21/09/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accueil des camions à motorisation GNL/GNC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 04/12/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Constats émis lors de l'inspection du 4 décembre 2024 : L'exploitant a déclaré qu'un seul camion à motorisation GNV venait charger sur le site.</p> <p>Le mode opératoire d'accueil des camions à motorisation GNV n'a pas évolué depuis la dernière visite d'inspection et reste basé sur une intervention humaine et organisationnelle. Néanmoins, l'exploitant a indiqué que des actions sont en cours afin d'intégrer au nouvel automate de chargement une automatisation et une traçabilité des opérations de contrôle réalisées.</p> <p>Le constat est maintenu afin de suivre lors de la prochaine visite d'inspection, l'évolution de l'automatisation et de la traçabilité des contrôles réalisés lors de l'accueil des camions à motorisation GNV.</p> <p>→ L'exploitant renforce les dispositions mises en place pour l'accueil des camions à motorisation GNV afin que les contrôles ne soient pas uniquement basés sur une intervention humaine et organisationnelle.</p>
<b>Constats :</b> <p>Par courrier du 10 janvier 2025, l'exploitant a indiqué que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'automatisation de l'affectation des camions à motorisation GNV aux pistes autorisées est effective,</li><li>- l'enregistrement du contrôle réalisé par l'opérateur devrait être effectif au 22 janvier 2025.</li></ul> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- deux camions à motorisation gaz accèdent au poste de chargement camions,</li><li>- que l'automate affecte uniquement les pistes 4, 5, 6, 20 et 21 aux camions GNV,</li><li>- que l'enregistrement du contrôle réalisé par l'opérateur Picoty ne fait l'objet d'aucune formalisation.</li></ul> <p>L'inspection des installations classées constate que la demande de réalisation d'une traçabilité des contrôles effectués en amont de l'accès aux postes de chargement camions date de l'inspection du 5 septembre 2023 et n'est toujours pas effective.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>1 → L'exploitant transmet un document écrit de la société Alma ayant conçu l'automatisation attestant que les camions à motorisation GNV sont uniquement dirigés vers les pistes 4,5,6, 20 et 21 des postes de chargement camions.</p> <p>2 → L'exploitant met en place, sous un mois, une traçabilité du contrôle réalisé par l'opérateur Picoty sur les camions GNV avant leur accès aux postes de chargement camions.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 :** Liste des mesures de maîtrise des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2018, article 7.8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des mesures de maîtrise des risques
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Constats émis lors de l'inspection du 4 décembre 2024 : Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été demandé à l'exploitant de revoir dans le cadre de la révision quinquennale de l'étude de dangers, le bien-fondé de disposer de 26 mesures de maîtrise des risques (MMR) dont le suivi peut être considérable.</p> <p>L'exploitant a indiqué s'être rapproché de son prestataire afin de vérifier la pertinence de chaque MMR. Celui-ci lui a indiqué que ceci impliquait de revoir l'ensemble des nœuds papillon de l'étude de dangers et engendrer une révision de l'étude de dangers. Hors, la notice de réexamen concluant à une simple mise à jour de l'étude de dangers a été déposée le 26 juillet 2024 en Préfecture.</p> <p>L'exploitant a donc mentionné qu'il allait de nouveau s'entretenir avec son prestataire afin de statuer sur l'opportunité de mettre à jour les nœuds papillon, les MMR et donc de réviser l'étude de dangers.</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été demandé à l'exploitant de disposer d'une liste des mesures de maîtrise des risques tenue à jour et identifiant clairement les MMR relatives aux phénomènes dangereux. L'exploitant a transmis un document daté de juillet 2024 intitulé « revue des MMR du dépôt pétrolier de Picoty la Rochelle ». Il comporte un tableau indiquant pour chaque MMR le nœud papillon sur lequel elle intervient.</p> <p>→ Sous deux mois, l'exploitant informe l'inspection des installations classées de sa décision de procéder à une révision ou non de l'étude de dangers. Dans le cas d'une révision, l'exploitant informe par courrier M. le Préfet de sa décision, s'engage sur un délai de transmission afin que les services ne procèdent pas à l'instruction de la notice de réexamen et de la mise à jour de l'étude de dangers en leur possession.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 24 janvier 2025, l'exploitant a indiqué retirer la notice de réexamen de l'étude de dangers déposée en juillet 2024 et procéder à la révision de l'étude. Un engagement d'un dépôt de la nouvelle étude avait été pris pour le mois de mars 2025. A ce jour, aucun document n'a été déposé en Préfecture.</p> <p>Par courriel du 3 novembre 2025, l'exploitant s'est engagé à déposer la révision de l'étude de</p>



dangers au plus tard le 30 novembre 2025.

Une version électronique a été transmise en Préfecture et à l'inspection des installations classées le lendemain de l'inspection, soit le 18 novembre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : test d'un déploiement d'un scenario POI**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I

**Thème(s) :** Risques accidentels, test d'un déploiement d'un scenario POI

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 04/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Constats émis lors de l'inspection du 4 décembre 2024 : L'exploitant n'a pas apporté de réponse à la suite de la visite du 19 décembre 2023.

L'exploitant a indiqué qu'il avait pris l'attache de son prestataire afin de mettre à jour le plan d'opération interne et intégrer les demandes faites lors de l'exercice POI. Le document reçu par l'exploitant ne correspond à sa demande.

Ainsi, l'ensemble des constats est maintenu.

L'inspecteur a rappelé qu'une réponse au rapport d'inspection devait être transmise à l'inspection sous un mois.

L'exercice POI a permis d'établir les constats suivants :

- les fonctions sont correctement réparties au sein des personnes présentes,
- le volume de la capacité de rétention a été long à obtenir : le POI pourrait être complété afin de comporter cette information,
- il serait opportun de déverrouiller les portes permettant de faciliter les accès entre le bâtiment administratif et l'extérieur et notamment le lieu du sinistre.
- les moyens de lutte contre l'incendie sur le poste de chargement camions sont normalement des moyens à poudre. En cas de non fonctionnement, comme c'est le cas lors de l'exercice, les sapeurs-pompiers viendraient à utiliser de la mousse. Les eaux d'extinction composées d'eau et d'émulseur se dirigeraient donc vers le réseau et la rétention de 30 m<sup>3</sup>. Cette capacité serait donc rapidement pleine et devrait être vidée grâce à la pompe de relevage de l'exploitant et les eaux envoyées vers le puits perdu. Or, les eaux d'extinction passent uniquement par un séparateur d'hydrocarbures dont le rôle n'est pas de traiter des eaux chargées en émulseur arrivant dans des flux importants. Par ailleurs, l'issue des eaux d'extinction ne peut être un puits perdu, non étanche. L'exploitant doit donc mettre en place une stratégie de gestion des eaux d'extinction d'incendie dans le cas où les moyens de lutte contre l'incendie nécessitent l'utilisation d'eau et d'émulseur au poste de chargement camions. Cette stratégie doit apparaître dans le manuel POI et permet de s'assurer de la maîtrise de l'impact sur l'environnement des eaux d'extinction incendie. Si la configuration du poste principal de chargement des camions est configuré de la même façon, l'exploitant élabore également une stratégie de gestion des eaux d'extinction pour celui-ci.

**Constats :**

Par courrier du 10 janvier 2025, l'exploitant a indiqué que les remarques ont été prises en compte dans le cadre de la mise à jour du POI réalisé en collaboration avec un bureau d'études.

L'exploitant a indiqué être en mesure de transmettre une version actualisée du plan d'opération interne avant le 30 novembre 2025.

Par ailleurs, l'exploitant a déclaré avoir entamé une réflexion sur la mise en place d'une stratégie de gestion des eaux d'extinction d'incendie dans le cas où les moyens de lutte contre l'incendie au poste de chargement n°2 nécessitent l'utilisation d'eau et d'émulseur au poste de chargement camions. L'exploitant lie les travaux de récupération des eaux d'extinction incendie avec un projet de stockage d'un nouveau produit. L'inspection des installations classées a expliqué ne pas pouvoir admettre d'attendre la concrétisation d'un projet dont les études d'avant-projet sommaire sont prévues en 2026 pour la mise en place d'une stratégie de gestion des eaux d'extinction incendie dont la première demande a été effectuée à l'issue de l'exercice POI réalisé en décembre 2023.

Le lendemain de l'inspection, l'exploitant a fait parvenir un courriel indiquant « Afin d'éviter d'avoir recours à de l'eau incendie en cas d'inefficacité de nos systèmes d'extinction automatique à poudre, nous avons décidé de nous doter de 4 extincteurs sur roues de 50 kg poudre supplémentaires qui seront stockés dans le TGBT2 en secours. »

L'inspection des installations classées prend note de cet engagement qui doit être assorti de délai de réalisation et dont la mesure compensatoire doit être communiquée au personnel d'exploitation et d'intervention en cas d'incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet le justificatif de mise en place des quatre extincteurs sur roues de 50 kg poudre supplémentaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Rétention du poste de chargement camions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/10/2018, article 8.1.2.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention du poste de chargement camions

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 04/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

Constats émis lors de l'inspection du 4 décembre 2024 : L'exploitant n'a pas apporté de réponse à la suite de la visite du 19 décembre 2023.

Le constat est maintenu.

→ L'exploitant justifie du respect des dispositions de l'article 8.1.2.4 de l'arrêté préfectoral : "Les aires de chargement des îlots de chargement sont équipées d'une rétention étanche suffisante pour recevoir l'ensemble des effluents susceptibles de provenir de l'épandage accidentel d'un véhicule citerne."

**Constats :**

Par courrier du 10 janvier 2025, l'exploitant a indiqué qu'« une démarche de caractérisation des volumes de rétention de l'ensemble du site est en cours avec SCOPEO. Ces valeurs seront rapprochées du besoin de rétention sur les îlots de chargement ».

L'exploitant dispose d'un rapport du 6 août 2025 de la société Scopeo dénommé « estimation de volume - cuvettes PCC Picoty ». L'objet de ce rapport est de déterminer le volume des rétentions aux postes de chargement. Ainsi, le volume de rétention est de 13,01 m<sup>3</sup> au PCC 20 et de 13,04 m<sup>3</sup> au PCC 21.

Le rapport ne conclut pas sur la conformité des capacités de rétention vis-à-vis de la réglementation mais l'exploitant déclare que selon lui, le volume de rétention des postes 20 et 21 est conforme puisque celui-ci permet de retenir le volume contenu dans un compartiment d'un camion-citerne. Or, l'inspection des installations classées n'a pas la même lecture de l'arrêté préfectoral.

Sur la base du guide Gesip de mai 2012 de lecture de la réglementation sur les installations de chargement et de déchargement de liquides inflammables, l'inspection des installations classées confirme que le dimensionnement de la rétention des postes de chargement camions doit se faire sur la base d'une citerne complète.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fournit une étude technico-économique pour l'ensemble des postes de chargement camions dans un délai de 6 mois en vue de se conformer aux dispositions de l'article 8.1.2.4 de l'arrêté préfectoral : "Les aires de chargement des îlots de chargement sont équipées d'une rétention étanche suffisante pour recevoir l'ensemble des effluents susceptibles de provenir de l'épandage accidentel d'un véhicule citerne."

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 6 : Rapport de visite de l'assureur**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rapport de visite de l'assureur

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 04/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

<p>Constats émis lors de l'inspection du 4 décembre 2024 : L'exploitant dispose d'un rapport de l'assureur daté du 26 juin 2024. Il indique qu'il a mis en place les recommandations émises dont l'ajout des détecteurs gaz et liquides et la mise en place d'une extinction automatique des locaux techniques (TGBT cuvette 1, local technique situé à proximité du poste de chargement camion, TGBT 20). L'extinction est réalisée par inertage à l'azote. Les détecteurs sont reliés à des alarmes sonores et visuelles. Lors de la visite il a été constaté la présence du système d'inertage à l'azote (4 bouteilles) dans le local technique situé à proximité de la pomperie incendie principale.</p> <p>→ L'exploitant transmet le rapport d'assurance daté du 26 juin 2024.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 10 janvier 2025, l'exploitant a transmis le rapport d'assurance issu de la visite du 26 juin 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Suivi des déchets dangereux - registre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des déchets dangereux</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Constats émis lors de l'inspection du 4 décembre 2024 : En amont de la visite d'inspection, l'inspecteur a consulté les bases de données GEREPE et track déchets pour l'année 2023. Les tonnages déclarés sont respectivement les suivants : 96 tonnes et 438 tonnes.</p> <p>L'exploitant indique que cette différence est due à des problèmes de numéros de SIRET sous track déchets. En 2024, l'exploitant a fiabilisé cette donnée et les tonnages sont en adéquation avec le registre dématérialisé qu'il tient à jour (vu le jour de la visite).</p> <p>A l'inverse, pour l'année 2023, les tonnages renseignés dans la base GEREPE ne sont pas identiques aux tonnages de déchets dangereux mentionnés dans le registre de l'exploitant.</p> <p>→ L'exploitant doit renseigner la base de données GEREPE en indiquant les tonnages de déchets dangereux produits en adéquation avec le registre dont il dispose et la base Track déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 10 janvier 2025, l'exploitant a indiqué que les modifications de SIRET ont été réalisées et qu'à partir de 2025, les données issues de Track Déchets devraient être fiables et seront utilisées pour la déclaration GEREPE 2026.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué que le site de La Rochelle disposait de deux numéros de SIRET. L'extraction réalisée par l'inspectrice depuis l'application Trackdéchets fait état d'une production de 0,6 tonnes depuis le début de l'année pour le numéro SIRET 777 347 386 000 16</p>

(société Picoty Avia). Or, l'exploitant a déclaré ses déchets dangereux sous un autre numéro de SIRET.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant se positionne sur le numéro de SIRET du dépôt devant être utilisé pour la déclaration Trackdéchets et le communique à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 8 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2018, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/12/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Constats émis lors de l'inspection du 4 décembre 2024 : L'exploitant a indiqué que deux nouveaux piézomètres ont été installés en avril 2023 suite aux recommandations de son bureau d'étude : Pz 10 (à l'angle sud-ouest de la cuvette 1 - vu sur site) et Pz11 (à l'angle sud-est de la cuvette 1 - vu sur site). L'exploitant a transmis le rapport d'étude IDA230070 - investigations complémentaires - milieu eaux souterraines du 14 mars 2024 dont l'objectif est d' « Acquérir des données complémentaires sur la nappe, avec pour objectif de mieux comprendre l'évolution des niveaux piézométriques et les variations de sens d'écoulements de la nappe ainsi que les variations d'épaisseur de flottant et modalités de migration de celui-ci, au droit du site de Picoty ». On note qu'au nord, le sens d'écoulement est orienté vers le sud-ouest tandis qu'au sud du dépôt, le sens d'écoulement de la nappe est plus perturbé variant du sud-est vers le sud-ouest. Le bureau d'études indique que la nappe possède un fonctionnement hydrogéologique différent entre la partie nord et la partie sud. Des analyses du surnageant dans les piézomètres Pz H et PzF ont été réalisées et conclut à un type de coupe pétrolière diesel mais avec une signature chimique différente pour les deux échantillons. Le rapport mentionne « les chromatogrammes issus de ces analyses semblent présenter un état de biodégradation des produits ». L'inspecteur a consulté le rapport d'analyses des eaux souterraines (IDA240106-3) du 11 octobre 2024. Lors de la campagne de septembre 2024, la présence de flottant a été mesurée au droit des ouvrages Pz10, PzF et PzH avec respectivement 60, 180 et 210 mm. L'exploitant respecte le suivi semestriel de la qualité des eaux souterraines.  1 → L'exploitant déclare ces deux piézomètres sur le site DUPLOS (déclaration Unifiée Pour Les Ouvrages Souterrains) : <a href="https://duplos.developpement-durable.gouv.fr/">https://duplos.developpement-durable.gouv.fr/</a> . Il régularise éventuellement les anciens piézomètres non déclarés.

2 → L'exploitant procède à l'écémage du flottant dans les piézomètres PzF et PzH (comme recommandé dans le rapport d'IDDEA, mise en place d'écémers passifs par exemple) et à la datation des deux produits surnageants.

3→ L'exploitant prend l'attache des deux dépôts pétroliers voisins afin de réaliser une étude à l'échelle de l'ensemble des sites de stockage de liquides inflammables visant a minima à mettre à jour le sens d'écoulement de la nappe souterraine et à prélever les piézomètres en même temps.

#### **Constats :**

1. Les nouveaux piézomètres Pz10 et Pz11 ainsi que les anciens piézomètres n'ont pas été déclarés sur le site DUPLOS (déclaration Unifiée Pour Les Ouvrages Souterrains). Le constat est maintenu.

2. L'exploitant a déclaré que les écémers n'étaient pas en place dans les piézomètres PzF et PzH. Il a présenté un bon de commande signé daté du 3 novembre 2025 mandatant la société Iddea pour la réalisation des déclarations sur le site Duplos et la mise en place des écémers.

La datation des deux produits surnageants n'a pas été réalisée. Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que la société Iddea n'est pas en mesure de réaliser cette prestation. Le constat établi lors de l'inspection du 4 décembre 2024 est maintenu.

3. Par courrier du 10 janvier 2025, l'exploitant a indiqué qu'une réunion s'est tenue avec les autres dépôts le 10 janvier 2025 concernant l'étude à l'échelle de l'ensemble des sites de stockage de liquides inflammables visant a minima à mettre à jour le sens d'écoulement de la nappe souterraine et à prélever les piézomètres en même temps.

Le jour de la visite, l'exploitant précise la société Iddea a été retenue par l'ensemble des dépôts pétroliers pour effectuer les prélèvements et analyses et que pour son site, les prélèvements ont eu lieu les 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 2025.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

1. L'exploitant déclare ces deux piézomètres sur le site DUPLOS (déclaration Unifiée Pour Les Ouvrages Souterrains) : <https://duplos.developpement-durable.gouv.fr/>. Il régularise éventuellement les anciens piézomètres non déclarés.

2 → L'exploitant procède à l'écémage du flottant dans les piézomètres PzF et PzH (comme recommandé dans le rapport d'IDDEA, mise en place d'écémers passifs par exemple) et à la datation des deux produits surnageants.

3. L'exploitant transmet le rapport établi par la société Iddea suite aux prélèvements des eaux souterraines réalisés les 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 9 : Autosurveillance de la qualité des eaux rejetées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/10/2018, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance de la qualité des eaux rejetées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 04/12/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Constats émis lors de l'inspection du 4 décembre 2024 :</p> <p>L'inspecteur a consulté le dernier rapport d'analyses des eaux pluviales (IDA240106-3) daté du 11 octobre 2024 (campagne de septembre 2024). les analyses sont bien réalisées sur les 5 points de rejets identifiés dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Les résultats montrent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- un respect des valeurs de pH,</li><li>- pour le point de rejet n°2 - bâtiment administratif et PCC : des dépassements sont notés sur les paramètres matières en suspension, demande chimique en oxygène, demande biologique à 5 jours, hydrocarbures totaux, toluène,</li><li>- pour le point de rejet n°5 - fosse n°3 : des dépassements sont notés sur les paramètres demande chimique en oxygène, demande biologique à 5 jours, zinc total, benzène, toluène et somme des xylènes,</li><li>- pour le point de rejet n°6 - bacs 91 et 92 : des dépassements sont notés sur les paramètres matières en suspension et demande chimique en oxygène</li></ul> <p>L'exploitant a indiqué les mesures prises :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- point de rejet n°2 : réalisation à venir d'une étude de dimensionnement du séparateur hydrocarbures (suspicion de la présence d'une installation sous dimensionnée). Actuellement, les eaux huileuses des postes de chargement camions sont dirigées vers un décanteur puis un séparateur hydrocarbures, un bassin enterré comportant une pompe de relevage, un second séparateur hydrocarbures et sont envoyées dans le réseau pluvial communal. Le point de prélèvement est situé en aval du second séparateur,</li><li>- point de rejet n°5 : l'exploitant a rédigé une note de service d'application immédiate interdisant la vidange simultanée des cuvettes de rétention. Les conditions de prélèvements seront également revues avec le bureau d'étude. L'exploitant envisage la réalisation d'un prélèvement sur 24h afin d'être plus représentatif et réfléchit à l'isolement des circuits des eaux huileuses, à la limitation des purges de fonds de bacs ou à la mise en place d'un bassin d'orage.</li></ul> <p>Les prochains prélèvements sont prévus le 11 décembre 2024.</p> <p>1 → L'exploitant détaille les actions mises en place et projetées afin de respecter les valeurs limites d'émission des eaux pluviales rejetées. Il y associe un planning de réalisation.</p> <p>2 → L'exploitant transmet les résultats d'analyses des eaux pluviales du mois de décembre dès réception.</p>
<b>Constats :</b> <p>1 → Depuis la visite d'inspection du 4 décembre 2024, aucune information n'a été transmise de la</p>

part de l'exploitant concernant la demande de détailler les actions mises en place et projetées afin de respecter les valeurs limites d'émission des eaux pluviales rejetées et de transmettre un planning de réalisation.

Le jour de l'inspection, l'exploitant déclare que des actions ont été mises en place sur la gestion des eaux pluviales : vidange des cuvettes les unes après les autres, commande passée le 25 mars auprès d'Iddea afin de caractériser et de s'assurer du correct dimensionnement des ouvrages de traitement des eaux pluviales du poste de chargement camions n°1. Le lendemain de l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de la société Iddea qu'il ne possédait pas lors de l'inspection. Celui-ci est dénommé « suivi et amélioration de la qualité du rejet PCC » et daté du 1<sup>er</sup> septembre 2025. L'étude conclut à une amélioration des concentrations en BTEX et préconise la réalisation d'une étude complémentaire afin d'étudier l'efficacité du décanteur et du séparateur d'hydrocarbures. Par courriel du 18 novembre, l'exploitant a indiqué que la société Iddea interviendrait sur le site les 9 et 10 décembre et rendrait ses conclusions fin janvier 2026.

2 → Sur demande de l'inspection en amont de la visite, l'exploitant a transmis les résultats des analyses des eaux pluviales du mois de décembre 2024, avril 2025 et juillet 2025. Suite à la visite d'inspection et par courriel du 18 novembre 2025, l'exploitant a transmis les résultats d'analyses du mois d'octobre.

En synthèse, on note des dépassements récurrents des valeurs limites en concentration :

- au point de rejet « bâtiment administratif et PCC » : demande chimique en oxygène - DCO (de 330 à 2000 mg/l), en DBO5 (de 62 à 970 mg/l), benzène (de 160 à 2600 µg/l), toluène (de 900 à 15000 µg/l) et somme des xylènes (de 390 à 6100 µg/l),
- au point de rejet fosse 3 : benzène (de 280 à 1100 µg/l), toluène (de 170 à 13000 µg/l) et somme des xylènes (de 118 à 9300 µg/l),
- au point de rejet « bacs 91 et 32 » : matières en suspension (230 mg/l).

Au regard de la récurrence du dépassement des valeurs limites d'émission de plusieurs paramètres sur plusieurs points de rejet, l'inspection des installations classées propose un arrêté de mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 9 mois

#### N° 10 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 08/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Constats émis lors de l'inspection du 8 avril 2025 : L'exploitant dispose bien d'une stratégie en cas de perte d'utilité.

→ Concernant les bureaux, l'exploitant doit s'assurer de leur accessibilité en cas de perte



d'alimentation électrique (la salle POI est située dans les locaux administratifs).
<b>Constats :</b>  Par courrier du 23 mai 2025, l'exploitant a indiqué qu'un test de coupure d'électricité a été réalisé le 8 avril à 17h. Il s'avère que les accès aux bureaux s'ouvrent et ne se referment qu'après retour de l'électricité. L'exploitant précise que dans une telle configuration, la mise en place d'un gardien sera réalisée pour la sécurisation des accès.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 08/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Constats émis lors de l'inspection du 8 avril 2025 : L'exploitant peut utilement formaliser les mesures compensatoires mises en place en cas de perte d'alimentation électrique.
<b>Constats :</b>  Par courrier du 23 mai 2025, l'exploitant a indiqué que la fiche réflexe n°5 de l'instruction LRE-IN-xSE-003 « consignes de gestion des situations d'urgence » a été mise à jour pour prendre en compte la demande. Cette fiche réflexe date du 16 avril 2025. Elle est dénommée « coupure de courant supérieure à 30 min + non démarrage du groupe d'électrogène » et formalise les mesures compensatoires explicitées par l'exploitant lors de l'inspection du 8 avril 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Maintenance et test
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 08/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Constats émis lors de l'inspection du 8 avril 2025 : L'exploitant doit formaliser le test mensuel du groupe électrogène dans son programme de maintenance et définir les actions à réaliser lors de ce test (test en charge, durée ..).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 23 mai 2025, l'exploitant a indiqué que le programme de maintenance a été mis à jour afin d'intégrer le test mensuel du groupe électrogène.</p> <p>En amont de la visite et sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis le mode opératoire de test du groupe électrogène daté du 13 mai 2025 définissant les actions à réaliser lors du test mensuel du groupe électrogène.</p> <p>L'exploitant a déclaré que la traçabilité de la réalisation du test mensuel était effectuée lors de la ronde mensuelle. L'inspectrice a consulté la fiche de la ronde effectuée les 4 et 5 novembre 2025. Le test en charge du groupe électrogène y est bien reporté (démarrage, niveau et contrôle du groupe). Le relevé du compteur du groupe est également consigné, permettant ainsi de s'assurer de son démarrage mensuel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 13 : Mise à jour du POI

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>SSH : Code de l'environnement R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La dernière version du plan d'opération interne (POI) date d'octobre 2021. L'exploitant ne respecte pas la fréquence de mise à jour.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué disposer d'une version du POI de novembre 2025 réalisée en collaboration avec le cabinet Cyrus Industrie. Il a été demandé à l'exploitant de transmettre le document avant la fin du mois de novembre. Ceci a été fait par courriel du 26 novembre 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 14 : Réalisation d'exercice POI

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

SSH : Code de l'environnement R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué avoir réalisé un exercice POI le 4 février et le 5 mai 2025. De plus, l'inspection des installations classées a déclenché un exercice POI inopiné en dehors des heures ouvrées le 31 juillet 2025. La fréquence annuelle de réalisation des exercices POI est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :  - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :  - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »  Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
<b>Constats :</b>  La notice de réexamen déposée en juillet 2024 puis retirée comporte un document dénommé « calcul de la décomposition des fumées toxiques en cas d'incendie » référencé 020510-04-EX-03001 daté du 24 mai 2024. La liste des produits de décomposition a été établie par la société EGI sur la base du guide DT126. L'étude indique selon le lieu de l'incendie les substances à rechercher et les raisons pour lesquelles ces substances ont été choisies. L'exploitant précise qu'il dispose d'une étude complémentaire de hiérarchisation des produits émis en cas d'incendie (rapport EGI - V2 du 22 août 2024). Ce document définit, sous la forme d'un tableau, pour chaque phénomène dangereux en fonction du liquide inflammable présent le niveau d'émission attendue (forte, significative, faible...). Seules les substances dans l'air sont recherchées.

Le POI transmis par courriel le 26 novembre 2025 comporte le tableau listant pour chaque scenario le niveau d'émission attendu par famille de composés (NOx, métaux, SO <sub>2</sub> ...).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant justifie l'absence de recherche de substances dans les milieux autres que l'air.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

#### N° 16 : Stratégie de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant dispose d'un contrat avec la société Socotec (SO-40) permettant la réalisation des premiers prélèvements environnementaux. L'exploitant précise que ce contrat est opérationnel depuis le 24 février 2025. Le contrat comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le tableau de la société Picoty listant pour chaque scenario le niveau d'émission attendu par famille de composés,</li> <li>- pour chaque paramètre, le matériel de prélèvement et la méthode analytique.</li> </ul> <p>La stratégie de prélèvement est en cohérence avec la liste des substances recherchées établie par l'exploitant.</p>

L'exploitant indique que la société Socotec a demandé à disposer de la localisation des sites sensibles (écoles ...) afin de déterminer les points de prélèvements le jour du sinistre. Ces derniers, ne peuvent a priori pas être pré-déterminés à l'avance, selon l'exploitant qui rapporte les propos de Socotec, car la rose des vents à La Rochelle serait « compliquée ».
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant complète son plan d'opération interne avec la localisation des points sensibles dans les 4 directions de vent et les points de prélèvement qui y seraient associés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

#### N° 17 : Personnels compétents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant indique que la société SOCOTEC pourra réaliser les prélèvements à l'extérieur du site.</p> <p>L'exploitant précise également ne pas être en mesure de réaliser de prélèvement.</p> <p>Le POI (version novembre 2025) comporte la procédure permettant de contacter la société Socotec.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Liste des produits de décomposition**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Produits de décomposition
<b>Prescription contrôlée :</b>  La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, l'exploitant indique avoir fait réaliser par un prestataire la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie. Ce rapport réalisé par la société EGI est daté, dans sa version complétée et finale du 22 août 2024.  La notice de réexamen transmise le lendemain de l'inspection comporte en annexe un document dénommé « calcul de la décomposition des fumées toxiques en cas d'incendie » référencé 020510-04-EX-03001 daté du 24 mai 2024. Celui-ci ne correspond à la dernière version de la liste des produits de décomposition émis en cas d'incendie. En effet, l'exploitant dispose d'une étude affinée et complétée datée du mois d'août 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La notice de réexamen doit comporter la dernière étude déterminant la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective